

Distr.
LIMITEE

PAMM/ED/48
5 août 1978

Original : FRANCAIS

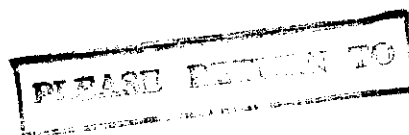
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Colloque régional sur le rôle de l'enseignement
extra-scolaire dans le développement rural

Addis-Abéba, 28 août au 8 septembre 1978

LA FORMATION DES JEUNES AGRICULTEURS
EN HAUTE-VOLTA

par Hortense DRABO



LA FORMATION DES JEUNES AGRICULTEURS EN HAUTE-VOLTA

IntroductionAction éducative dans le domaine extra-scolaire

Par action éducative extra-scolaire, il faut entendre celle qui est organisée pour ceux qui ont dépassé l'âge scolaire, à savoir, les jeunes et les adultes. Pour cette catégorie de la population l'éducation revêt en Haute-Volta plusieurs formes qui sont : l'alphabétisation fonctionnelle, l'initiation professionnelle et la formation permanente.

L'alphabétisation fonctionnelle se pratique dans des institutions comme le projet UNESCO-Haute-Volta d'égalité d'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation, l'action de l'Association des frères des hommes, la formation des jeunes agriculteurs. C'est sur cette dernière institution que nous allons porter notre étude. Depuis 1961, l'éducation rurale a été organisée pour les adolescents ayant dépassé l'âge scolaire, afin de les initier à la lecture, à l'écriture, au calcul et aussi de leur donner une formation technique en agriculture. Jusqu'en 1975, l'alphabétisation se faisait en français, mais au fil des années on s'est rendu compte que les résultats escomptés n'étaient pas atteints. A partir de cette date, des corrections ont été apportées à l'éducation rurale qui est devenue par la suite la formation des jeunes agriculteurs (FJA). Cette dernière institution a commencé une expérience d'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales, notamment en mooré et en dioula et les résultats se sont révélés encourageants. C'est pourquoi cette expérience est appelée à s'étendre à tous les centres de formation de jeunes agriculteurs à condition cependant que la langue nationale parlée par les usagers ait un statut écrit.

Conditions socio-économiques

La structure socio-économique voltaïque est dualiste et comprend :

- un secteur traditionnel de faible productivité, qui fournit 76 p. 100 de la production;
- un secteur moderne à haute productivité, techniquement et commercialement intégré à l'économie internationale (24 p. 100 de la production).

Le secteur traditionnel comprend l'agriculture, l'élevage et les activités artisanales très importantes dans nos régions (70 p. 100 des revenus des paysans y proviennent : vannerie, cordonnerie, teinturerie etc.).

Les activités du secteur traditionnel regroupent 90 à 95 p. 100 de notre population active.

Le secteur moderne comprend les industries, les transports, les services etc..

a) Situation générale en ce qui concerne l'offre relative à la main-d'oeuvre qualifiée dans les principaux secteurs

Le secteur privé dit moderne et les entreprises publiques assimilées regroupent depuis début 1976 41 600 salariés, soit 1,4 p. 100 par rapport à la population active, répartis comme suit : 19 200 pour le privé et 22 400 pour le secteur public.

Les offres d'emploi inscrites au niveau des centres de placement de Ouaga et Bobo s'élevaient en 1975 à 5 329 salariés. En 1976, elles étaient de 5 183 salariés, selon l'enquête nationale pour la situation de l'emploi et de la formation en 1975.

b) Situation en ce qui concerne la demande relative à la main-d'oeuvre qualifiée des principaux secteurs

En 1975, l'effectif des demandeurs d'emploi inscrits dans les centres de placement était de 9 797 emplois tandis qu'en 1976 il s'élevait à 13 875 emplois. Les licenciements s'élevaient en 1975 à 1 639 salariés et étaient de 1 502 en 1976.

c) Politique générale de mise en valeur des ressources humaines

Jusqu'à ces derniers temps, la Haute-Volta ne disposait pas d'un système de planification des ressources humaines. Ce n'est que grâce à la création de l'Office national de la promotion de l'emploi qu'un tel système a été mis en place. En effet, le décret 74/432/PRES/FPT du 21 novembre 1974, en son article 3, assigne à l'ONPE la tâche de planifier les ressources humaines. De ce fait, l'office national de promotion de l'emploi a fixé le contenu et les objectifs de cette planification. Il aborde à la fois les trois secteurs de l'emploi :

- l'emploi salarié
- l'emploi non structuré
- l'emploi rural

En matière d'emploi salarié, il s'agit de réaliser autant que possible l'adéquation de la formation à l'emploi :

- en ayant une vision claire de tous les éléments sortant du système scolaire,
- en évaluant les besoins en main-d'oeuvre des secteurs public et privé,
- en détectant les besoins de formation en vue d'inviter les institutions de formation à oeuvrer pour la satisfaction des besoins ressentis.

C'est pourquoi, l'ONPE a mis en place un fichier central des éléments en formation dont l'objectif est d'informer d'une part les utilisateurs sur la production du système éducationnel, et d'autre part les élèves sur les possibilités d'embauche.

L'ONPE a aussi élaboré diverses nomenclatures et classifications en vue de traiter rationnellement les éléments d'information relatifs à la formation et à l'emploi, en l'occurrence la nomenclature des métiers ou type de formation par niveau de qualification et la classification internationale type par industrie (CITI).

En matière d'emploi rural, tout est à faire - A la base, il est indispensable de disposer de toutes les informations requises :

- sur la structure de la population active rurale (hommes et femmes),

- sur les divers aspects de l'emploi et du sous-emploi rural, l'accent étant mis sur les activités et les taux d'activité de la famille rurale : hommes - femmes - enfants,
- sur les mouvements migratoires (migrations internes et migrations externes).

La promotion de l'emploi rural passe par la formation et l'amélioration des conditions de travail de la famille rurale.

Situation en matière d'enseignement

Depuis mai 1974, il a été décidé "... l'édification complète d'un système éducatif permettant au plus grand nombre d'acquérir les connaissances et la formation indispensables à l'éducation du Voltaïque" se traduisant par :

- "- une éducation de masse,
- une éducation pour la restauration de la personnalité africaine,
- un enseignement qui associe l'acte d'apprendre à l'acte de produire,
- une éducation orientée vers le développement communautaire rural".

Ainsi, un document, la "Réforme de l'éducation : Dossier initial" a été réalisé. Son objet est de permettre la concertation durant une phase préparatoire à un nouveau plan.

Taux de scolarisation à tous les niveaux.

L'action éducative à ce jour se concentre sur trois groupes d'âge correspondant à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

1) L'enseignement primaire

Les études primaires s'échelonnent sur six années au cours desquelles les élèves, recrutés à l'âge de 7 ans en général, passent successivement de la section d'initiation au cours préparatoire, puis au cours élémentaire (2 années) et enfin au cours moyen (2 années).

En 1975, on comptait 133 660 élèves dans l'enseignement primaire dont 37,5 p. 100 de filles, cela représente un taux brut de scolarisation de 12 p. 100.

2) L'enseignement secondaire

L'enseignement primaire est sanctionné par le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE), mais les élèves les plus doués accèdent à l'enseignement secondaire après la réussite au concours d'entrée en sixième. Chaque année 1 500 places en moyenne sont offertes du concours pour un nombre toujours grandissant de candidats, ils étaient plus de 9 000 en 1975.

L'enseignement secondaire comprend deux cycles : un premier cycle de 4 ans conduisant au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) et un second cycle de trois ans conduisant au Baccalauréat - l'accès au second cycle est également soumis à un concours ouvert pour 500 places environ.

En 1975, le nombre des élèves de l'enseignement général du second degré est de 13 064 dont 29 p. 100 de filles. Près de la moitié des effectifs est scolarisée par l'enseignement privé qui se développe en raison de la forte demande sociale d'éducation à ce niveau.

3) L'enseignement technique

Dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle la Haute-Volta dispose de 12 établissements accueillant un total de 2 699 élèves. Il faut noter que la majorité de ces élèves suivent leur formation dans des établissements privés qui délivrent un enseignement dans les sections commerciales de préférence. Seul l'Etat est à même de développer un enseignement technique plus diversifié, son effort est concentré sur un seul établissement, le Lycée technique de Ouaga.

4) L'enseignement normal

Il est dispensé au niveau des cours normaux. Dans les cours normaux, il a pour but de former des instituteurs adjoints. Les titulaires du BEPC y entrent sur concours. La formation professionnelle se fait en deux ans. L'enseignement est essentiellement orienté vers la pédagogie et la consolidation des connaissances.

5) L'enseignement supérieur

L'Université de Ouagadougou, créée le 1er avril 1974 remplace l'ancien Centre d'enseignement supérieur.

Chômage parmi les jeunes instruits des zones urbaines et rurales

Les ressources en formation disponibles pour le marché de l'emploi pour la période 1977-1981 sont assez importantes. Elles sont de 3 211 pour les cadres supérieurs, 1 988 pour les ouvriers et employés qualifiés, 1 081 pour les techniciens et 373 pour les cadres moyens et techniciens supérieurs.

Outre ces personnes formées, apparaîtront sur le marché de l'emploi de nombreux jeunes qui ont suivi plus ou moins longuement l'enseignement du second degré, mais qui en seront sortis en cours de formation sans qualification précise et le plus souvent sans aucun diplôme (ni BEPC, ni CAP, ni BAC).

Pour la période 1977-1981, on peut estimer que, même avec une amélioration sensible des entrées en classe de seconde, ces jeunes seraient environ 9 500 dont 7 000 environ au cours du 1er cycle et 2 500 au cours du second cycle.

Certes, environ 2 500 seront récupérés par le biais de divers concours dans les formations spécialisées des ministères. Il restera donc environ 7 000 jeunes au moins, disposant d'une certaine formation générale, mais sans qualification.

Il faudra en outre compter avec les 19 000 jeunes qui, devenus titulaires du CEPE durant la période, n'auront pu entrer en classe de 6^e ou dans un établissement quelconque de formation. Dix mille autres jeunes quitteront le CM2 durant la période sans avoir le CEPE.

Il ne faut pas enfin négliger qu'une fraction des jeunes non scolarisés se présenteront sur le marché du travail urbain pour les emplois de manoeuvres.

Cette situation est la conséquence directe du système de formation actuellement en vigueur.

- L'enseignement du second degré, en tant que système sélectif et non que système oriental entraîne un volume important d'abandons de jeunes qui n'ont pas de qualification professionnelle et ne trouvent que peu de moyens d'en acquérir une dans des filières spécialisées, appropriées à leurs situations.

- Le second degré trouve son couronnement dans l'obtention du baccalauréat qui, obtenu, entraîne nécessairement ses titulaires vers l'enseignement supérieur long. La majorité donc de ceux qui ont réussi leurs études du deuxième degré, sont entraînés presque irrésistiblement à l'enseignement supérieur, en négligeant les formations de techniciens supérieurs.

- Enfin le système actuel laisse très peu de places et moyens pour la formation des jeunes munis de CEPE mais qui ne peuvent accéder à l'enseignement secondaire.

Possibilités offertes en matière d'éducation et de formation permanentes

Il existe certains centres de formation professionnelle. Les principaux sont :

- Le Centre austro-voltaïque de formation technique et professionnelle qui forme des ouvriers qualifiés en mécanique générale, électro-mécanique etc..
- Le Centre de formation professionnelle de Fada-N'Gourma qui forme des ouvriers qualifiés en mécanique-auto, en bâtiment maçonnerie, menuiserie, montage électrique et dessin.
- Le Lycée technique de Ouaga (formation ouvriers qualifiés en mécanique-auto).
- Centre féminin de formation artisanale (fabrication de tapis et broderie).
- Le collège technique Lavigerie (couture).
- Le Centre de formation professionnelle de Nouna qui forme des maçons et des électriciens.

Il existe également divers centres de formation spécialisés pour certains métiers dont la plupart dépendent de ministères intéressés. On peut noter quelques centres de formation d'animateurs ruraux. Les possibilités de formation en cours d'emploi sont limitées.

Historique et raison d'être

L'éducation rurale et ses objectifs

Dès les premières années de son indépendance, la Haute-Volta s'est trouvée avec un taux de scolarisation très faible : 6 p. 100 environ. Mais, vu l'importance de l'éducation comme moteur du développement, il apparaissait comme essentiel de sortir la population de cet analphabétisme.

Cependant, il était hors des possibilités de l'Etat de scolariser aussi tous les enfants en âge de fréquenter l'école car, en y affectant même la totalité de ses ressources il n'aurait pu en recevoir que la moitié sur les bancs.

Dans l'impossibilité d'augmenter dans le budget national la part de l'éducation nationale, le Gouvernement, décidé à mettre en place un vaste programme de lutte contre l'analphabétisme, a demandé à la Société d'étude pour le développement économique et social (SEDES) et à l'Institut pédagogique national (IPN) de Paris, d'apporter leur concours à l'étude de cet épineux problème.

Le travail des experts, après examen des problèmes de l'emploi et l'orientation professionnelle; analyse d'une manière globale des aspects économiques de la scolarisation; analyse des moyens techniques nécessaires; examen des moyens financiers du pays a préconisé "la création d'un enseignement primaire rural abrégé, véritable rattrapage pour les enfants qui n'ont pas trouvé place dans le système classique. Cette création ne viserait nullement la suppression des écoles primaires de type actuel, mais prendrait un caractère complémentaire et temporaire. Elle serait destinée à évoluer progressivement pour distribuer un enseignement de plus en plus poussé au fur et à mesure de l'évolution des besoins du pays et des possibilités financières. Cette scolarisation est conçue comme une alphabétisation du groupe d'âge prêt à être engagé dans la production agricole et comme une formation professionnelle destinée à augmenter la productivité rurale par l'apprentissage et la diffusion de techniques et de comportements nouveaux qui tiennent compte des réalités du milieu naturel et humain.

Dès la scolarisation totale de la tranche d'âge visée par le système proposé, ce dernier devrait évoluer pour rejoindre progressivement l'enseignement primaire traditionnel et cela par abaissement de l'âge du recrutement et par une augmentation correspondante de la durée des études.

C'était donc les objectifs que se proposait d'atteindre le système.

Le programme des centres d'éducation rurale est conçu pour donner aux enfants d'un côté des outils et mécanismes intellectuels de base en lecture, calcul, écriture, expression et analyse, et de l'autre côté, les préparer à la vie agricole.

La méthode d'apprentissage du français était la même que celle en usage dans les classes de l'école classique traditionnelle. L'enseignement général et technique se fait exclusivement en français.

L'année scolaire va du mois de mai à celui de février inclus pour respecter le calendrier agricole.

Résultats

Au cours de la décennie 1961-1971 47 455 élèves environ sont formés par 845 maîtres et monitrices dans 786 centres d'éducation rurale guidés par neuf conseillers sous la direction de trois directeurs successifs grâce à l'aide des chefs de circonscriptions administratives, de certains travailleurs du public et du privé, des villageois acquis pour la cause.

De ce bref survol, retenons qu'une confusion existait entre école primaire classique et centre d'éducation rurale par l'absence d'information avant et pendant la création des centres qui avait fait percevoir ces derniers comme étant des écoles ordinaires dévalorisées, dispensant un enseignement au rabais; par défaut d'un niveau technique agricole suffisant (les centres ne jouaient aucun rôle de promotion technique dans le milieu rural); par le fait que la finalité de la formation restait dans une impasse faute de structure d'accueil, (les enfants oubliant très tôt ce qu'ils avaient appris); et surtout par la non participation des villageois qui avaient été mis à l'écart des activités des centres, de plus bon nombre de jeunes, coupés de leurs anciennes habitudes ne restaient pas au village mais partaient grossir les villes à la recherche d'un emploi, privant ainsi leurs parents de leurs services.

Toutes ces remarques montrent que les problèmes de formation professionnelle plus l'intégration au village n'étaient pas assez étudiés. Que faire ? C'est alors que le gouvernement a demandé une évaluation du système mis en place voilà 10 ans.

De cette évaluation, il ressort que le taux de scolarisation est resté sensiblement le même, l'exode rural n'était pas freiné, et l'éducation rurale, si elle est tolérée dans certaines régions faute de mieux (manque d'école classique) est presque rejetée dans d'autres. Une solution était nécessaire. L'éducation rurale, mise en place depuis 1961 devait être reconvertie en 1974, pour tenir compte de la nouvelle option gouvernementale de développement communautaire. C'est cette reconversion qui a donné naissance à la formation des jeunes agriculteurs (FJA). Son objectif est de former des jeunes agriculteurs intégrés à leur milieu pour mieux répondre aux aspirations des communautés villageoises.

La philosophie du système consiste à former des jeunes agriculteurs ouverts et responsables de l'évolution de leur milieu, donc des exploitants agricoles capables de penser leur métier au lieu de le subir.

Les principaux objectifs assignés à la formation des jeunes agriculteurs sont : formation pratique et professionnelle s'intégrant dans les programmes de développement des organismes régionaux de développement (ORD) et s'appuyant sur leurs potentialités

économiques; éducation fonctionnelle indispensable pour une mise en valeur des ressources locales et participation au développement communautaire du village.

Pour atteindre ces objectifs, la formation des jeunes agriculteurs utilise les appuis suivants :

- la participation du village à la vie du centre par sa responsabilisation,
- la formation action-réflexion (à savoir initier le jeune à la démarche critique et expérimentale),
- un équipement adéquat - le recyclage des formateurs - l'utilisation de la langue régionale, comme langue de formation - l'apport de certaines connaissances instrumentales nécessaires (langue, lecture, calcul, gestion etc.) - favoriser dans ces groupes le dynamisme et les initiatives prises sur le plan technique, économique et culturel.

Ces orientations sont retenues parce qu'elles cernent mieux les activités à mener dans une exploitation agricole en vue de former un agriculteur évolué (voir tableaux 1, 2 et 3 en annexe). Voyons le programme détaillé de ce système.

La participation du village

Il était nécessaire d'avoir la réaction des villageois face à cette nouvelle action, d'obtenir leur franche collaboration et d'engager leur responsabilité. Pour ce faire, ils participeront à la gestion du Centre de formation de jeunes agriculteurs par l'intermédiaire d'un conseil villageois du Centre (CVC) composé généralement de 12 à 15 membres.

Les activités du conseil villageois du centre se manifesteront dans les domaines suivants :

- Recrutement des jeunes et fréquentation
- Attribution des terres (le problème foncier n'est pas codé et est très complexe d'une région à l'autre)
- Construction des bâtiments (centre, logement du formateur)
- Installation des jeunes à leur sortie des centres de formation
- Participation à la formation des jeunes

La formation agricole

Son objectif principal est d'amener les jeunes à réaliser concrètement la conduite d'une exploitation agricole.

Pour ce faire ils sont soumis à l'apprentissage d'un certain nombre de techniques culturales et de gestion du temps. Ils se répartissent en équipes de travail selon les tâches et font des travaux dits permanents (exemple, soins aux animaux) de 7 heures à 8 heures et ensuite entreprennent des travaux dits saisonniers de 8 heures à 11 h.15.

Travaux permanents et travaux saisonniers

Dans l'approche envisagée il s'agit de mettre en place une véritable exploitation agricole qui associe élevage et agriculture et qui de ce fait oblige l'exploitant à travailler toute l'année.

Les travaux permanents sont les travaux qui s'exécutent quotidiennement (entretien des bêtes de labour, nettoyage de la ferme, nourriture aux bêtes).

Les travaux saisonniers sont ceux qui sont imposés par le calendrier de la saison - il y a un temps pour labourer, semer, pour sarcler, pour récolter.

Avant, pendant et après chacune de ces activités, le formateur cherche à faire réfléchir les jeunes sur le pourquoi et le comment de ce qu'ils font en apportant des connaissances en rapport avec le sujet.

En fin de matinée, une heure environ est réservée au bilan des travaux réalisés le matin, à la répartition de ceux du lendemain et à l'approfondissement d'un point particulier au cours d'une séance de réflexion.

La formation en calcul fonctionnel

Les jeunes, pour conduire leur exploitation doivent savoir mesurer leurs terrains, calculer les temps de travaux et connaître les notions élémentaires de gestion.

Le calcul professionnel et la gestion sont appris au cours des différentes opérations menées sur l'exploitation du centre.

Cependant le jeune entrant en formation est illettré et devra acquérir les notions d'arithmétique traditionnelle, instrument nécessaire aux opérations de mesure et de gestion sur l'exploitation : c'est le calcul instrumental donné le soir en salle suivant un programme précis :

1ère année :

Numération orale, exercices d'entraînement pratique, numération écrite et calcul oral, addition écrite de plusieurs nombres, multiplication écrite par un nombre à un chiffre

2ème année :

Soustraction, division, numération écrite des chiffres décimaux.

3ème année :

Opérations sur les fractions, proportions utiles pour le métier d'agriculteur. Les notions de base de calcul sont appliquées au fur et à mesure de leur acquisition sur l'exploitation du centre.

Lorsque les jeunes apprennent la numération en langue régionale, orale puis écrite, cette acquisition est immédiatement appliquée pour donner un numéro d'ordre aux équipes du centre, puis pour la numération des parcelles.

L'acquisition du mètre, du décimètre se fait de façon très pratique sur le terrain (calcul professionnel) selon le programme ci-après :

1ère année

- Principales mesures : mètre, are, kilogramme, centimètre
- Notions de géométrie : ligne droite, angle droit
- Vitesse de travail : nombre d'ares travaillés dans la matinée

2ème année

On étudie le millimètre, le m², l'hectare. On fait des représentations graphiques et des plans, des calculs de densité et de règle de trois.

Le mètre est donné comme unité de mesure constante valable en toute région. Chaque jeune taille cet instrument de mesure qu'il utilisera pendant toute sa formation. Le décimètre est obtenu en comptant 10 fois la longueur égale à 1 mètre sur une corde. Les jeunes mesurent les côtés du terrain du centre, en comptant le nombre de portées qu'ils doivent faire avec leur corde de 10 mètres en alignant les piquets plantés tous les 10 mètres.

Ils apprennent à tracer l'angle droit avec la méthode de la médiatrice ou avec une équerre de visée construite avec une boîte de conserve fendue suivant 4 lignes appartenant à des plans orthogonaux. Les quatre côtés des parcelles rectangulaires étant piquetés, tous les 10 mètres le formateur introduit la notion d'are auprès des jeunes en leur faisant piquer un carré de 10 m x 10 m limité par quatre jalons. Les surfaces des parcelles du centre peuvent être déterminées par comptage, le nombre de jeunes permettant de les placer à l'endroit des piquets matérialisant les ares à l'intérieur des surfaces. Ainsi la mesure des surfaces est possible sans que les jeunes aient à voir la multiplication de la longueur par la largeur.

Pendant qu'on sème, le décimètre et le centimètre sont vus concrètement par les jeunes en tant qu'unités élémentaires de mesures nécessaires à ces opérations.

Les poids, les quantités nécessaires par are sont découvertes lors des opérations sur le terrain. Pendant les travaux de saison sèche les jeunes apprennent le m² et le périmètre au moment des mesures faites au jardin ou sur la construction d'un bâtiment.

En 2ème et 3ème années, les jeunes passent à des représentations graphiques, des opérations à l'exploitation, ce qui leur permettra d'intégrer les notions à l'échelle de millimètre, de densité, de conversion en mètre carré, are, hectare et d'utiliser le centimètre et la règle de trois.

La gestion

Les notions de techniques agricoles ne suffisent pas à conduire une exploitation agricole. Par conséquent les jeunes doivent acquérir des notions dans cette discipline.

En première année les jeunes seront sensibilisés à la gestion en portant leurs réflexions sur chaque action qu'ils font sur l'exploitation du centre. Ils apprennent à calculer le coût et le rapport de chaque opération économique pour en faire ensuite la balance et comprendre la différence qui existe entre le coût et son rapport.

Ce réflexe d'analyse leur permettra en fin d'année de comparer les résultats obtenus pour chaque production de l'exploitation enregistrée dans les fiches parcellaires et de comprendre la nécessité des corrections à apporter au système d'exploitation en fonction des divers calculs de rentabilité. En fin d'année, les jeunes assistent aux débats avec le Conseil villageois du Centre (CVC).

En 2ème et 3ème années, les jeunes participent à la tenue des différents cahiers de gestion : fiches parcellaires analytiques, cahier de comptabilité, cahier de fiches de stocks.

Ils participent au calcul du produit, du résultat et à l'affectation des revenus de l'exploitation du centre.

L'alphabétisation et la méthode de français

Alphabétisation

Répondant aux exigences de l'option nationale dans l'optique fonctionnelle, le formateur s'exprime toute la journée dans la langue maternelle des jeunes. L'alphabétisation proprement dite (apprentissage de la lecture et de l'écriture) se fait dans la langue véhiculaire utilisée dans la région (mooré, jula).

La méthode de français

Dans la communication courante, le français a presque disparu au profit des langues régionales. Il sera utilisé dans des situations de communication avec des personnes extérieures au milieu villageois. A cet effet une méthode a été mise au point par le Service pédagogique. Son originalité consiste à apprendre le strict nécessaire à une compréhension de base de la langue française.

La méthode s'étend sur 1 à 8 dossiers en 1ère année, 8 à 12 dossiers en 2ème année, 13 à 16 dossiers en 3ème année. Les dossiers s'appuient sur des sketches dont on tire tous les éléments de français à apprendre, et se répètent toujours suivant le même rituel.

La formation au centre dure trois ans. L'année de formation au centre dure 10 mois, en général de début mai à fin février. Les jeunes, sensibilisés par le formateur organisent des permanences pour les entretiens indispensables sur l'exploitation (élevages, cultures) pendant toutes les interruptions, périodes ou jours vacants. La semaine de formation dure cinq jours pour le formateur et pour les jeunes. Les jeunes sont, outre les permanences, présents quatre jours par semaine sur le Centre, le cinquième jour est officiellement pour eux un jour de travail au village.

Pendant cette journée de travail au village, le jeune aide ses parents. Il est susceptible d'enquêter sur certains sujets et, sur la demande des parents, peut, avec l'appui du formateur, introduire des techniques améliorées (sous réserve de maîtrise suffisante). L'expérimentation a montré la nécessité de réserver la matinée (5 heures) à la formation professionnelle et à ce qui s'y attache. L'après-midi (3 heures) reste disponible pour l'initiation aux connaissances instrumentales. Ce principe reste souple; la climatologie (pluies) et certaines activités professionnelles (repiquage, arrosage) peuvent permettre des interversions saisonnières. La formation se fait par l'action, par la réflexion. Elle comporte les savoir-faire, les savoirs et le savoir-être, correspondant à chaque élément des contenus du programme.

Pour faciliter son travail, le formateur divise sa promotion en équipes (six équipes de sept jeunes, cinq équipes de six jeunes, six équipes de cinq jeunes). La formation des jeunes agriculteurs se voulant avant tout un système de "formation descolarisée, toute pratique pédagogique traditionnelle (en particulier le "discours éducatif" à sens unique du maître à des élèves subissant en spectateurs passifs) est remplacée par une stratégie pédagogique nouvelle inspirée en grande partie des méthodes actives. Dans ce nouveau système, l'importance est donnée non plus tant à la quantité et à la qualité des "savoirs" diffusés par le maître, mais avant tout à la qualité de la relation humaine qui va exister et se développer entre les formateurs et les jeunes qu'il doit former et entre les jeunes eux-mêmes. C'est à partir de l'action que le formateur transmet le savoir-faire, les connaissances, le savoir-être. La première tâche du formateur lors de l'accueil d'une nouvelle promotion, est d'établir la communication, d'engager le "dialogue" avec les jeunes : d'une part, pour lui permettre de connaître les besoins, les aspirations et les capacités des jeunes, d'autre part, pour favoriser la connaissance des jeunes entre eux, et par là permettre la naissance du groupe.

Rapport avec le système d'enseignement classique

Pour des raisons techniques, l'éducation rurale a été détachée du Ministère de l'éducation et les centres d'éducation rurale (CER) ont reçu une nouvelle appellation de Centre de formation des jeunes agriculteurs. Ces centres relèvent désormais du Ministère du développement rural. Les rapports avec le système d'enseignement classique sont presque inexistants. Ils se résument à des échanges et contacts informels dans le cadre de la recherche pédagogique. En effet la FJA a une certaine avance dans l'utilisation des langues nationales dont l'éducation nationale veut en tenir compte.

Données relatives aux ressources financières et financement du programme

De sa création à 1971, l'éducation rurale était financée par le FISE qui assurait les constructions des locaux, fournissait aux centres le matériel de jardinage, le matériel agricole et pour les centres féminins du matériel de couture et de cuisine.

Depuis 1974, le FISE a été relevé par la banque mondiale (BIRD/AID), le projet Fonds européen de développement (FED) et le projet Fonds d'aide et de coopération (FAC).

En effet la BIRD/AID couvre les ORD du centre ouest (Koudougou), du centre nord (Kaya), de la Volta Noire (Dédougou) et fonctionne depuis 1975. Elle équipe les centres de formation en matériel de culture attelée (bovins et charrues), en matériel de petit

élevage, en outillages de jardin et en équipement des CFJA féminins, procède à des constructions de CFJA, des formateurs. Elle veille aussi aux groupements de jeunes agriculteurs (GJA) par une prise en charge de matériel d'encadrement.

Le FED s'intéresse aux ORD du Yatenga (Ouahigouya), de la Comoé (Banfora). Le projet Fonds européen de développement se propose de construire des centres, de forer des puits pour les CFJA, d'organiser une infrastructure d'accueil pour la formation complémentaire sur le terrain, de donner son appui aux groupements de jeunes agriculteurs.

Le FAC assiste l'ORD du Centre (Ouagadougou). Son appui est très limité à quelques centres auxquels il a donné du matériel agricole complet, du cheptel de traction, du mobilier scolaire. Son action intéresse surtout le service pédagogique de la formation des jeunes agriculteurs dont il assure l'équipement et couvre presque entièrement les frais de fonctionnement.

Le Gouvernement voltaïque intervient dans le fonctionnement du service. Il fournit le personnel, cadres supérieurs et personnel d'encadrement, assure leur salaire et le fonctionnement des circonscriptions (fourniture en matériel de bureau et en carburant).

Evaluation et perspectives

Au total, 26 centres de formation de jeunes agriculteurs ont fonctionné en 1ère année de rénovation au cours de la période 1976-1977. Les moniteurs avaient précédemment bénéficié d'un recyclage de neuf mois dans les centres de formation des moniteurs et monitrices d'éducation rurale de Kamboinsé et Farako-Bé.

Il est difficile, au bout d'une seule année de dire si l'expérience a réussi tout ce qui était programmé et tout ce qui a été entrepris. Pour l'instant, on peut se contenter de donner des impressions générales.

Au plan de la formation professionnelle et générale des jeunes beaucoup de messages ont passé :

- la traction bovine, y compris le dressage, la considération pour les animaux et leur entretien;
- l'agriculture raisonnée : les jeunes savent maintenant les raisons des gestes et des thèmes techniques qui sont promus : labour, tri, et protection des semences, semis en ligne, traitements insecticides, sarclages fréquents, plantations d'arbres, maraîchage;
- le démarrage de techniques de pointe nouvelle dans le monde paysan castration des boeufs, stockage du fourrage, élevage rationnel des poussins d'un jour, calcul des surfaces et des temps de travail etc.;
- les pratiques de certaines techniques artisanales : implantation et travaux de construction, poterie, menuiserie etc.;
- la pratique du calcul professionnel a permis d'inculquer les notions de la ligne droite, longueur, largeur, carré, angle droit, prix de vente et d'achat;

- l'application du programme d'éducation a permis aux jeunes d'apprendre à compter dans leur langue et faire correctement des opérations. En 10 mois, ils savent lire et écrire dans leur langue les mots courants et des phrases courtes. Ils peuvent déjà comprendre et exprimer en français quelques idées simples à partir des actes de la vie quotidienne.

Ils ont fait des progrès en matière de propreté corporelle, d'hygiène, de nettoyage et de rangement des lieux d'habitation et de travail.

Répercussions de l'expérience au niveau villageois et régional

Les freins au niveau de la famille traditionnelle sont parfois très forts et le degré d'influence des jeunes est encore minime, cependant on enregistre déjà certains aspects positifs :

- les parents sont satisfaits de voir leurs jeunes travailler sur l'exploitation familiale pendant deux jours par semaine;
- de multiples réalisations sont signalées chez tel ou tel adulte du village, à la suite de l'expérimentation faite sur le centre : construction des fosses fumières, reprise de la culture cotonnière abandonnée depuis des années, démarrage en traction animale, plantation d'arbres, ouverture d'un jardin etc..

Perspectives

Mise en place d'une structure d'accueil pour les jeunes agriculteurs : le groupement de jeunes agriculteurs (GJA). Le jeune qui reste au centre trois ans, doit quand il le quitte, trouver sa place, ou mieux bénéficier d'une certaine confiance pour pouvoir exercer librement son métier d'agriculteur. Or, dans le milieu paysan le jeune de 17 à 18 ans constitue une précieuse main-d'oeuvre pour ses parents. Il faut attendre beaucoup plus tard pour qu'il soit responsable d'une exploitation. En attendant ce moment où la décision lui appartient et pour éviter qu'il oublie ou se décourage, il a été mis sur pied une structure d'accueil dans laquelle tous les anciens du centre ainsi que tous les autres du village se retrouvent. Cette structure c'est le Groupement des jeunes agriculteurs (GJA). Cette structure est un cadre idéal, il est une continuation du centre de formation, il donne à ses membres la responsabilité de leurs activités et tente de leur inculquer l'idée de coopératif.

Une fois organisé, le GJA bénéficie de l'appui des services techniques de l'ORD et de la sollicitude de l'administration centrale, parce qu'il constitue une cellule de développement.

Exemples d'activités du groupement :

Activités hivernales : cultures céréalières et de rente (mil, sorgho, arachide, coton, riz, etc.), reboisement - prestation de service (entraide mutuelle) etc..

Activités en saison sèche : artisanat (tissage, tressage seckos, forge, vannerie, poterie, confection chapeau), commercialisation des produits, maraîchage (disponibilité en eau), activités culturelles (théâtre, danses folkloriques).

Nous présentons ci-dessous un tableau comparatif des principes Education rurale/formation des jeunes agriculteurs, pour mieux faire sentir l'esprit de la rénovation. Ensuite, nous développerons les moyens mis en oeuvre pour atteindre les objectifs FJA.

COMPARAISON DES PRINCIPES ER/FJA

Principes	ER	FJA
RECRUTEMENT	Enfants de 12 à 14 ans, recrutement par contrainte	Enfants de 14 à 17 ans ayant une vocation à travailler plus tard dans leur milieu Recrutement libre
RELATION AVEC LE VILLAGE	- Coupure - Fonds gérés par le maître	CVC { Gestion Participation enseignement Participation recrutement Fonds et matériel gérés par le CVC
FORMATION	- Accent mis sur l'alphabétisation en français - But : niveau CE2 en 3 ans devrait permettre au jeune de se perfectionner ultérieurement sur le plan professionnel - Evolution du jeune vers un enseignement traditionnel par abaissement d'âge - Pédagogie scolaire - Langue d'enseignement : français - Français : DAVESME CREDIF Impregnation	Accent mis sur la formation professionnelle But : connaissance nécessaire à vivre dans le milieu Technique agricole, gestion, civisme, pour que le jeune devienne un producteur au village GJA - Pédagogie : part de l'action. Pas de coupure entre la théorie et la pratique Langue d'enseignement : langue régionale ou locale 2ème langue : français - enseignement programmé et fonctionnel
POSITION VIS-A-VIS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	Intégration à l'éducation nationale	Intégration ORD Aide réciproque. Tient compte de la région du CFJA
Personnel	Maîtres et conseillers relèvent du Ministère de l'éducation nationale - Statuts non revalorisés des maîtres et conseillers Directeur = Inspecteur Personnel : niveau initial de formation	Formateurs et conseillers relèvent du Ministère du développement rural - Revalorisation des statuts des maîtres et conseillers Directeur FJA : Ingénieur agronome Personnel : perfectionnement continu

EVOLUTIONS DES EFFECTIFS DE L'EDUCATION RURALE

A N N E E	Nombre de CER			Nombre d'élèves		
	Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux
1962 - 1963 - 1964	180		180	8 100		8 100
1964 - 1965	196		196	11 920		11 920
1965 - 1966	364	9	373	17 046	15	17 361
1966 - 1967	438	19	457	20 169	622	20 791
1967 - 1968	512	30	542	21 802	1 044	22 846
1968 - 1969	590	48	638	22 317	1 693	24 510
1969 - 1970	637	63	700	24 187	2 177	26 364
1970 - 1971	680	79	759	27 240	2 765	30 005
1971 - 1972	706	87	793	24 048	2 944	26 992
1972 - 1973	653	84	737	21 679	2 485	24 164
1973 - 1974	581	94	975	17 640	2 547	20 187
1974 - 1975	656	84	740	20 054	1 875	21 932